

ACTION COLLECTIVE RELATIVE AUX VALEURS MOBILIÈRES DE VALEANT PHARMACEUTICALS INTERNATIONAL, INC.

AVIS D'AUTORISATION (CERTIFICATION) ET DE L'OBTENTION DE LA PERMISSION DE POURSUIVRE DES RÉCLAMATIONS STATUTAIRES POUR FAUSSES DÉCLARATIONS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE

Lisez cet avis attentivement car il pourrait avoir une incidence sur vos droits.

CET AVIS S'ADRESSE À certains investisseurs dans les actions ordinaires et titres obligataires de Valeant Pharmaceuticals International, Inc. (« **Valeant** ») au cours de la période comprise entre le 28 février 2013 et le 26 octobre 2015 inclusivement (la « **Période visée par le recours** ») autres que certaines personnes et entités associées aux défendeurs, décrites plus en détails ci-dessous (« **Groupe** » et « **Membres du Groupe** »).

LE JUGEMENT D'AUTORISATION

Le 29 août 2017, l'Honorable juge Chantal Chatelain de la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective en matière de valeurs mobilières dans :

Catucci et al.

c.

Valeant Pharmaceuticals International, Inc et al.

portant le numéro de cour 500-06-000783-163 (« **Action collective canadienne Valeant** »). En vertu de ce Jugement, le Tribunal a autorisé (certifié) l'Action collective canadienne Valeant et a attribué aux demandeurs dans l'action collective, M. Celso Catucci et Mme Nicole Aubin, le statut de demandeurs représentants du Groupe, lequel est défini comme suit:

- a) Sous-Groupe du Marché Primaire: Toutes les personnes et entités, peu importe leur lieu de résidence ou de domicile, qui, au cours de la Période visée par le recours, ont acquis des Valeurs mobilières de Valeant dans le cadre d'une Offre, et ont détenu une partie ou la totalité de ces Valeurs mobilières à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015, à l'exception de toute réclamation à l'égard des Valeurs mobilières de Valeant acquises aux États-Unis (mais n'excluant pas les réclamations relatives aux Billets de premier rang de Valeant à 4,50% échéant en 2023 offerts en mars 2015); et
- b) Sous-Groupe du Marché Secondaire: Toutes les personnes et entités, peu importe leur lieu de résidence ou de domicile, qui, au cours de la Période visée par le recours, ont acquis des Valeurs mobilières de Valeant sur le marché secondaire et ont détenu une partie ou la totalité de ces Valeurs mobilières à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015, à l'exception de toute réclamation

à l'égard des Valeurs mobilières de Valeant acquises aux États-Unis.

Sont exclus du Groupe les défendeurs¹, les membres de la famille immédiate des défendeurs et les administrateurs, dirigeants, filiales et sociétés affiliées de Valeant et de ses filiales.

Conformément au Jugement du Tribunal, vous êtes un Membre du Groupe si vous répondez à la description fournie à l'**Annexe « A »**.

L'Action collective canadienne Valeant ira donc à procès à titre d'action collective en matière de valeurs mobilières dans le cadre de laquelle des réclamations en dommages-intérêts seront présentées en raison de fausses déclarations contenues dans les documents d'information de Valeant. Le Tribunal a déterminé les questions qui seront traitées collectivement et les conclusions recherchées, qui sont énoncées à l'**Annexe « B »**. L'Action collective canadienne Valeant sera entendue dans le district judiciaire de Montréal, au Québec.

L'autorisation est une question procédurale qui définit la forme de l'action collective. Le bien-fondé des réclamations dans l'action, ou les allégations de fait sur lesquelles les demandes sont fondées n'ont pas été définitivement tranchées par le Tribunal. Les défendeurs contestent les réclamations formulées contre eux.

NATURE DES RÉCLAMATIONS FORMULÉES

L'Action collective canadienne Valeant allègue que les défendeurs ont fait des déclarations fausses ou trompeuses ou ont omis de divulguer des

¹ Les défendeurs dans l'Action collective canadienne Valeant sont : Valeant Pharmaceuticals International Inc.; J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert L. Rosiello; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; PricewaterhouseCoopers LLP; Goldman, Sachs & Co.; Goldman Sachs Canada Inc.; Deutsche Bank Securities Inc.; Barclays Capital Inc.; HSBC Securities (USA) Inc.; Mitsubishi UFJ Securities (USA) Inc.; DNB Markets Inc.; RBC Capital Markets LLC; Morgan Stanley & Co. LLC; SunTrust Robinson Humphrey Inc.; Citigroup Global Markets Inc.; CIBC World Markets Corp.; SMBC Nikko Securities America Inc.; TD Securities (USA) LLC; J.P. Morgan Securities LLC; Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated; et BMO Capital Markets Corp.

renseignements requis pour faire d'autres déclarations qui ne soient pas trompeuses dans certains documents d'information de Valeant publiés pendant la Période visée par le recours (les « **Documents Contestés** »). Les Documents Contestés comprennent des rapports annuels, des états financiers intermédiaires non vérifiés et annuels vérifiés, des rapports de gestion et des documents d'offre sur le marché primaire de Valeant émis au cours de la Période visée par le recours.

Les fausses déclarations alléguées portent sur deux éléments :

1. La relation de Valeant avec certaines pharmacies spécialisées, incluant, mais sans s'y limiter, Philidor RX Services LLC, et la divulgation de cette relation et des risques connexes à l'égard de Valeant; et
2. Les pratiques commerciales de Valeant et sa conformité aux obligations d'information financière en vertu des normes applicables.

En raison des fausses déclarations alléguées, il est allégué que les Membres du Groupe ont trop payé lorsqu'ils ont acquis des valeurs mobilières de Valeant pendant la Période visée par le recours, et ont subi des dommages lorsque les fausses déclarations alléguées ont été corrigées publiquement en octobre 2015 et par la suite.

Réclamations sur le Marché Primaire

Au nom du Sous-Groupe du Marché Primaire, l'Action collective canadienne Valeant réclame en vertu du Titre VIII, Chapitre II, Section I de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec (« **LVM** ») et, si requis, des dispositions comparables des lois sur les valeurs mobilières des autres provinces et territoires canadiens, ainsi que de l'art. 1457 du *Code civil du Québec* (« **CcQ** »).

Les réclamations sur le Marché Primaire sont intentées contre : Valeant; J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; PricewaterhouseCoopers LLP; Goldman, Sachs & Co.; Goldman Sachs Canada Inc.; Deutsche Bank Securities Inc.; Barclays Capital Inc.; HSBC Securities (USA) Inc.; Mitsubishi UFJ Securities (USA) Inc.; DNB Markets Inc.; RBC Capital Markets LLC; Morgan Stanley & Co. LLC; SunTrust Robinson Humphrey Inc.; Citigroup Global Markets Inc.; CIBC World Markets Corp.; SMBC Nikko Securities America Inc.; Td Securities (USA) LLC; J.P. Morgan Securities LLC; Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated; et BMO Capital Markets Corp.

Réclamations sur le Marché Secondaire

Au nom du Sous-Groupe du Marché Secondaire, l'Action collective canadienne Valeant réclame en vertu du titre VIII, chapitre II, section II de la LVM et, si requis, des dispositions comparables des lois sur les valeurs mobilières des autres provinces et territoires canadiens, ainsi que de l'Art. 1457 du CcQ.

Le 29 août 2017, l'honorable juge Chantal Chatelain, de la Cour supérieure du Québec, a également donné la permission aux demandeurs de poursuivre les réclamations statutaires pour fausses déclarations sur le Marché Secondaire en vertu du Titre VIII, Chapitre II, Section II de la LVM. La permission du Tribunal était une condition préalable à la formulation de ces réclamations.

La permission en vertu de la LVM a été accordée contre : Valeant J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert L. Rosiello; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; et PricewaterhouseCoopers LLP.

Les réclamations présentées pour le Sous-Groupe du Marché Secondaire en vertu de la LVM et des lois sur les valeurs mobilières des autres provinces et territoires canadiens sont assujetties à des limitations de responsabilité, qui peuvent plafonner le montant des dommages pouvant être recouverts de chaque défendeur dans le cadre de l'Action collective canadienne Valeant ou de toute autre procédure, collective ou individuelle, faisant valoir des réclamations en vertu de la LVM ou de dispositions comparables de la législation en valeurs mobilières de toute autre province ou territoire. Si le Sous-Groupe du Marché Secondaire a gain de cause à procès, il est possible que les dommages puissent dépasser les plafonds de dommages, le cas échéant. Les réclamations sous l'art. 1457 CcQ ne sont pas soumises à des limitations de responsabilité.

Si vous souhaitez tenter d'autres recours contre les défendeurs relativement aux questions en litige dans l'Action collective canadienne Valeant, vous devriez immédiatement demander un avis juridique indépendant.

NE FAITES RIEN SI VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER À L'ACTION COLLECTIVE

Les Membres du Groupe qui veulent participer à l'Action collective canadienne Valeant sont automatiquement inclus et n'ont pas besoin de faire quoi que ce soit pour le moment.

**VOUS DEVEZ VOUS EXCLURE SI VOUS NE
SOUHAITEZ PAS ÊTRE LIÉ PAR L'ACTION
COLLECTIVE**

Chaque Membre du Groupe qui ne s'exclue pas de l'Action collective canadienne Valeant sera lié par les termes de tout jugement ou règlement, favorable ou non, et ne sera pas autorisé à poursuivre une action indépendante.

Les Membres du Groupe qui ne veulent pas être liés par le résultat de l'Action collective canadienne Valeant doivent « s'exclure », ce qui signifie qu'ils doivent s'exclure de l'Action collective canadienne Valeant conformément à la procédure décrite dans cet avis.

Si vous souhaitez vous exclure de l'Action collective canadienne Valeant, vous devez remplir, signer et retourner le formulaire d'exclusion fourni à l'Annexe « C » à RicePoint Administration Inc.

Pour que votre exclusion soit valide, votre formulaire d'exclusion complet et signé doit avoir été posté ou reçu par RicePoint Administration Inc. au plus tard le 19 juin 2018, le cachet postal en faisant foi.

Un Membre du Groupe qui s'exclut ne sera pas autorisé à participer à l'Action collective canadienne Valeant.

AVOCATS DU GROUPE ET FRAIS JUDICIAIRES

Les demandeurs de l'action collective et le Groupe de l'Action collective canadienne Valeant sont représentés par un consortium de cabinets d'avocats canadiens composé de Siskinds LLP, Faguy & Co, Siskinds Desmeules, Koskie Minsky LLP, Rochon Genova LLP, Strosberg Sasso Sutts LLP, Morganti & Co., PC et Investigation Counsel PC (les « **Avocats du Groupe** »). Les Avocats du Groupe dirigent le recours moyennant des honoraires conditionnels.

En cas de succès de l'Action collective canadienne Valeant, les Avocats du Groupe présenteront une demande au Tribunal afin que leurs honoraires et déboursés soient approuvés.

En tant que Membre du Groupe, vous ne serez pas tenu de payer des frais si l'Action collective canadienne Valeant échoue.

Les Membres du Groupe peuvent demander le statut d'intervenant dans l'Action collective canadienne Valeant. Un Membre du Groupe qui intervient dans l'action collective peut être tenu de payer des frais judiciaires qui découlent de l'action collective.

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec. Les greffes des Tribunaux ne peuvent répondre à aucune question sur les sujets traités dans cet avis. Les Ordonnances du Tribunal et d'autres renseignements dans les deux langues sont disponibles sur les sites internet des Avocats du Groupe au <http://www.siskinds.com/valeant/> et au <http://www.faguyco.com/fr/class-actions>

Les questions relatives à l'Action collective canadienne Valeant peuvent être adressées aux Avocats du Groupe:

In English:

Siskinds LLP
Suite 302, 100 Lombard Street
Toronto, ON, Canada M5C 1M3
Tél: +1.800.461.6166 ext. 4390 (toll free)
Tél: +1.416.594.4390 (outside North America)
Courriel: sajjad.nematollahi@siskinds.com

En français:

Faguy & Co.
329, Rue de la Commune W
Montréal, QC, Canada H2Y 2E1
Tél: +1.514.285.8100 poste 225
Courriel: actionscollectives@faguyco.com

AVIS AUX ENTREPRISES DE COURTAGE

Veillez transmettre cet avis par courriel à vos clients qui ont acheté des valeurs mobilières de Valeant pendant la Période visée par le recours et pour lesquels vous avez des adresses courriel valides. Si vous avez des clients qui ont acheté des valeurs mobilières de Valeant pendant la Période visée par le recours et pour lesquels vous n'avez pas d'adresse courriel valide, veuillez communiquer avec RicePoint Administration Inc. pour obtenir des copies papier de cet avis afin d'envoyer l'avis par la poste à ces clients. Les entreprises de courtage peuvent demander jusqu'à 15 000 \$ au total pour les dépenses liées à la distribution du présent avis aux Membres du Groupe. Si les montants totaux dépassent 15 000 \$, la réclamation de chaque entreprise de courtage sera réduite au prorata.

Valeant Pharmaceuticals International, Inc. Securities Litigation
c/o RicePoint Administration Inc.
PO Box 4454, Toronto Station A
25 The Esplanade, Toronto, ON M5W 4B1

La publication de cet avis a été autorisée par la Cour supérieure du Québec

ANNEXE « A »
VALEURS MOBILIÈRES DE VALEANT INCLUES DANS
L'ACTION COLLECTIVE CANADIENNE VALEANT

1. Actions ordinaires de Valeant:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis des actions ordinaires de Valeant conformément aux prospectus de Valeant suivants, vous avez acquis ces actions ordinaires à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces actions ordinaires à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015:

- a) le Supplément de Prospectus daté du 18 juin 2013 à un Prospectus Simplifié Préalable de Base daté du 14 juin 2013;
- b) le Supplément de Prospectus daté du 18 juin 2013 à un Prospectus daté du 10 juin 2013; et/ou
- c) le Supplément de Prospectus daté du 17 mars 2015 à un Prospectus daté du 10 juin 2013.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis des actions ordinaires de Valeant sur un marché boursier secondaire, tel que la Bourse de Toronto, autre que sur le marché boursier secondaire des États-Unis, tel que la Bourse de New York, vous avez acquis ces actions ordinaires au cours de la Période visée par le recours et vous avez détenu une partie ou la totalité de ces actions ordinaires à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

2. Billets de premier rang de Valeant à 6,75% échéant en 2018:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Circulaire d'Offre de Valeant datée du 27 juin 2013 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Veillez noter que dans une série de transactions effectuées en mars et en août 2017, Valeant a racheté tous les billets de premier rang à 6,75% échéant en 2018. Vous êtes, néanmoins, un Membre du Groupe si vous répondez à la description ci-dessus.

3. Billets de premier rang de Valeant à 7,50% échéant en 2021:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Circulaire d'Offre de Valeant datée du 27 juin 2013 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

4. Billets de premier rang de Valeant à 5,625% échéant en 2021:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Circulaire d'Offre de Valeant datée du 15 novembre 2013 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

5. Billets de premier rang non garantis de Valeant à 5,50% échéant en 2023:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Notice d'Offre de Valeant datée du 15 janvier 2015 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

6. Billets de premier rang non garantis de Valeant à 5,375% échéant en 2020:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Notice d'Offre de Valeant datée du 13 mars 2015 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

7. Billets de premier rang non garantis de Valeant à 5,875% échéant en 2023:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Notice d'Offre de Valeant datée du 13 mars 2015 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

8. Billets de premier rang non garantis de Valeant à 4,50% échéant en 2023:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Notice d'Offre de Valeant datée du 13 mars 2015 et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

9. Billets de premier rang non garantis de Valeant à 6,25% échéant en 2025:

Marché Primaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets conformément à la Notice d'Offre de Valeant datée du 13 mars 2015 à l'extérieur des États-Unis et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

Marché Secondaire: Vous êtes un Membre du Groupe si vous avez acquis ces billets sur le marché secondaire à l'extérieur des États-Unis, vous avez acquis ces billets pendant la Période visée par le recours et vous déteniez une partie ou la totalité de ces billets à un moment quelconque entre le 19 octobre 2015 et le 26 octobre 2015.

ANNEXE « B »
QUESTIONS COMMUNES À L'ACTION COLLECTIVE

Conformément au Jugement rendu par l'Honorable Juge Chantal Chatelain, daté du 29 août 2017, les questions à être traitées collectivement sont les suivantes :

- a) Les Documents Contestés (tels qu'ils sont définis dans la présente demande) contiennent-ils une ou plusieurs fausses déclarations au sens de la LVM ou, selon le cas, au sens des autres Lois sur les valeurs mobilières ou des lois d'une autre juridiction? Dans l'affirmative, quels documents contenaient quelles fausses déclarations?
- b) Est-ce que certains Défendeurs, autres que les Preneurs Fermes (tels qu'ils sont définis dans la présente demande) sont responsables envers le Sous-Groupe du Marché Secondaire ou l'un des membres du Sous-Groupe du Marché Secondaire en vertu du Titre VIII, Chapitre II, Section II de la LVM ou, selon le cas, en vertu des dispositions concordantes d'une autre législation sur les valeurs mobilières ou des lois d'une autre juridiction? Dans l'affirmative, quel(s) Défendeur(s) est/sont responsable(s) et envers qui?
- c) Est-ce que certains Défendeurs sont responsables envers le Sous-Groupe du Marché Primaire ou l'un des membres du Sous-Groupe du Marché Primaire en vertu du Titre VIII, Chapitre II, Section I de la LVM ou, selon le cas, en vertu des dispositions concordantes d'une autre législation sur les valeurs mobilières ou des lois d'une autre juridiction? Dans l'affirmative, quel(s) Défendeur(s) est/sont responsable(s) et envers qui?
- d) Est-ce que certains Défendeurs avaient une obligation de diligence à l'égard du Groupe ou de l'un des membres du Groupe en vertu du droit privé général du Québec ou, selon le cas, en vertu du droit privé général d'une autre juridiction? Dans l'affirmative, quel(s) Défendeur(s) avait/avaient un devoir de diligence et envers qui?
- e) Si une partie ou la totalité des Défendeurs avaient une obligation de diligence envers le Groupe ou l'un des membres du Groupe, est-ce que l'un ou certains des Défendeurs ont violé cette obligation de diligence en vertu de l'article 1457 du *Code civil du Québec* ou, selon le cas, ont commis un délit civil ou une autre faute en vertu d'une loi d'une autre juridiction? Dans l'affirmative, quel défendeur a commis une faute ou un délit et à l'égard de qui?
- f) Quels dommages subissent les Demandeurs et les autres membres du Groupe?
- g) Est-ce que certains Défendeurs sont responsables envers les Demandeurs et le Groupe, ou l'un d'entre eux, de dommages-intérêts? Dans l'affirmative, quel défendeur est responsable, envers qui et dans quelle mesure?

Conformément au Jugement rendu par l'Honorable Juge Chantal Chatelain, daté du 29 août 2017, les conclusions recherchées par l'action collective sont les suivantes:

- a) **ACCUEILLIR** cette action collective au nom du Groupe.
- b) **ACCUEILLIR** l'action intentée par les Demandeurs contre les Défendeurs relativement aux droits d'action contre les Défendeurs en vertu du Titre VIII, Chapitre II, Sections I et II de la LVM et, si nécessaire, des dispositions concordantes des autres Lois sur les valeurs mobilières et de l'article 1457 du *Code civil du Québec*.
- c) **CONDAMNER** les Défendeurs à payer aux Demandeurs et au Groupe des dommages compensatoires pour toutes les pertes pécuniaires.
- d) **ORDONNER** le recouvrement collectif conformément aux articles 595 à 598 du *Code de procédure civile*.
- e) **LE TOUT** avec intérêt et indemnité additionnelle prévus au *Code civil du Québec* et avec tous les frais, y compris les frais d'experts, les frais d'avis et les frais relatifs à l'administration du plan de distribution de l'indemnisation dans cette action.

(VEUILLEZ ENCERCLER LA SITUATION QUI S'APPLIQUE À VOUS)

Je crois que **je suis / l'organisation que je représente est** un membre du Groupe de l'Action collective canadienne Valeant.

Je crois que **je ne suis pas / l'organisme que je représente n'est pas** l'une des personnes et entités exclues de l'Action collective canadienne Valeant.

Je comprends qu'en m'excluant de l'Action collective canadienne Valeant, **je ne serai pas admissible / l'organisation que je représente ne sera pas admissible** aux avantages qui pourraient être offerts au Groupe suivant la résolution de ce litige, si et lorsque cette résolution pourrait avoir lieu.

JE, _____ (inscrire votre nom complet), M'EXCLUE DE L'ACTION COLLECTIVE CANADIENNE VALEANT et souhaite ne pas faire partie de cette action collective.

Je souhaite m'exclure de cette action collective pour la/les raison(s) suivante(s) (*facultatif*) :

JE, _____ (inscrire votre nom complet), CERTIFIE que l'information contenue dans ce formulaire est complète et vraie.

Date

Signature

Pour que votre exclusion soit valide, vous devez compléter et transmettre ce Formulaire d'Exclusion au plus tard le 19 juin 2018 à :

Valeant Pharmaceuticals International, Inc. Securities Litigation
c/o RicePoint Administration Inc.
PO Box 4454, Toronto Station A,
25 The Esplanade
Toronto, ON, Canada
M5W 4B1

VALEANT PHARMACEUTICALS INTERNATIONAL, INC. SECURITIES CLASS ACTION

NOTICE OF AUTHORIZATION (CERTIFICATION) AND THE GRANTING OF LEAVE TO PROCEED WITH STATUTORY SECONDARY MARKET MISREPRESENTATION CLAIMS

Read this notice carefully as it may affect your legal rights

THIS NOTICE IS TO certain investors in the common share and note securities of Valeant Pharmaceuticals International, Inc. ("**Valeant**") during the period from and including February 28, 2013 to and including October 26, 2015 ("**Class Period**") other than certain persons and entities associated with the defendants, further described below ("**Class**" and "**Class Members**").

THE AUTHORIZATION ORDER

On August 29, 2017, the Honourable Justice Chantal Chatelain of the Superior Court of the Province of Québec authorized the bringing of the securities class action in:

Catucci et al

v

Valeant Pharmaceuticals International, Inc et al

Court File No. 500-06-000783-163 ("**Valeant Canadian Class Action**"). By virtue of this Order, the Court authorized (certified) the Valeant Canadian Class Action, and appointed the class action plaintiffs, Mr. Celso Catucci and Ms. Nicole Aubin, as representative plaintiffs for the Class, defined as follows:

- a) Primary Market Sub-Class: All persons and entities, wherever they may reside or may be domiciled, who, during the Class Period, acquired Valeant's Securities in an Offering, and held some or all of such Securities at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015, excluding any claims in respect of Valeant's Securities acquired in the United States (but not excluding any claims in respect of Valeant's 4.50% Senior Notes due 2023 offered in March 2015); and
- b) Secondary Market Sub-Class: All persons and entities, wherever they may reside or may be domiciled who, during the Class Period, acquired Valeant's Securities in the secondary market and held some or all of such Securities at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015, excluding any claims in respect of Valeant's Securities acquired in the United States.

Excluded from the Class are the defendants,¹ members of the immediate families of the individual defendants, and the directors, officers, subsidiaries, and affiliates of Valeant and its subsidiaries.

Pursuant to the Court's Order, you are a Class Member if you meet the description provided in **Appendix "A."**

The Valeant Canadian Class Action will now proceed to trial as a securities class action involving claims for damages for misrepresentation in Valeant's disclosure documents. The Court has identified the issues that will be dealt with collectively and the conclusions sought, which are set out in **Appendix "B."** The Valeant Canadian Class Action will proceed in the judicial district of Montreal, Province of Québec.

Authorization is a procedural matter that defines the form of the class action litigation. The merits of the claims in the action, or the allegations of fact on which the claims are based, have not been finally determined by the Court. The defendants dispute the claims asserted against them.

THE NATURE OF THE CLAIMS ASSERTED

The Valeant Canadian Class Action asserts that the defendants made materially false or misleading statements, or omitted to disclose information required to make other statements not misleading, in certain of Valeant's disclosure documents released during the Class Period (the "**Impugned Documents**"). The Impugned Documents include annual reports, interim unaudited and annual audited financial statements, management's discussion and analyses, and primary market offering documents of Valeant issued during the Class Period.

¹ The defendants in the Valeant Canadian Class Action are: Valeant Pharmaceuticals International Inc.; J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert L. Rosiello; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; PricewaterhouseCoopers LLP; Goldman, Sachs & Co.; Goldman Sachs Canada Inc.; Deutsche Bank Securities Inc.; Barclays Capital Inc.; HSBC Securities (USA) Inc.; Mitsubishi UFJ Securities (USA) Inc.; DNB Markets Inc.; RBC Capital Markets LLC; Morgan Stanley & Co. LLC; SunTrust Robinson Humphrey Inc.; Citigroup Global Markets Inc.; CIBC World Markets Corp.; SMBC Nikko Securities America Inc.; TD Securities (USA) LLC; J.P. Morgan Securities LLC; Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated; and BMO Capital Markets Corp.

The alleged misrepresentations relate to two matters:

1. Valeant's relationship with certain specialty pharmacies, including but not limited to Philidor RX Services LLC, and the disclosure of that relationship and the related risks with respect to Valeant; and
2. Valeant's business practices and its compliance with financial reporting obligations under the applicable standards.

As a result of the alleged misrepresentations, it is alleged that Class Members paid too much when they acquired Valeant securities during the Class Period, and suffered damages when the alleged misrepresentations were publicly corrected in October of 2015 and thereafter.

Primary Market Claims

On behalf of the Primary Market Sub-Class, the Valeant Canadian Class Action asserts claims under Title VIII, Chapter II, Division I of the Québec *Securities Act* ("**QSA**") and, if necessary, the concordant provisions of the securities legislation of the other Canadian Provinces and Territories, as well as Art. 1457 of the *Civil Code of Québec* ("**CCQ**").

The claims of the Primary Market Sub-Class are asserted against: Valeant; J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; PricewaterhouseCoopers LLP; Goldman, Sachs & Co.; Goldman Sachs Canada Inc.; Deutsche Bank Securities Inc.; Barclays Capital Inc.; HSBC Securities (USA) Inc.; Mitsubishi UFJ Securities (USA) Inc.; DNB Markets Inc.; RBC Capital Markets LLC; Morgan Stanley & Co. LLC; SunTrust Robinson Humphrey Inc.; Citigroup Global Markets Inc.; CIBC World Markets Corp.; SMBC Nikko Securities America Inc.; Td Securities (USA) LLC; J.P. Morgan Securities LLC; Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated; and BMO Capital Markets Corp.

Secondary Market Claims

On behalf of the Secondary Market Sub-Class, the Valeant Canadian Class Action asserts claims under Title VIII, Chapter II, Division II of the QSA and, if necessary, the comparable provisions of the securities legislation of the other Canadian Provinces and Territories, as well as Art. 1457 of the CCQ.

On August 29, 2017, the Honourable Justice Chantal Chatelain of the Superior Court of the Province of Québec also granted leave to the plaintiffs to proceed with the statutory secondary market misrepresentation

claims under Title VIII, Chapter II, Division II QSA. Leave of the Court was a necessary precondition to the assertion of these claims.

Leave under the QSA has been granted against: Valeant J. Michael Pearson; Howard B. Schiller; Robert L. Rosiello; Robert A. Ingram; Ronald H. Farmer; Theo Melas-Kyriazi; G. Mason Morfit; Dr. Laurence Paul; Robert N. Power; Norma A. Provencio; Lloyd M. Segal; Katharine B. Stevenson; Fred Hassan; Colleen Goggins; Anders O. Lonner; Jeffrey W. Ubben; and PricewaterhouseCoopers LLP.

The claims asserted for the Secondary Market Sub-Class under the QSA and the securities legislation of the other Canadian Provinces and Territories are subject to liability limits, which may cap the amount of damages that can be recovered from each defendant by way of the Valeant Canadian Class Action or any other class or individual proceeding asserting claims under the QSA or comparable provisions of the securities legislation in any other province or territory. If the Secondary Market Sub-Class is successful at trial, it is possible that the damages may exceed the damages caps, if applicable. The claims under Art. 1457 CCQ are not subject to liability limits.

If you wish to pursue other claims against the defendants relating to the matters at issue in the Valeant Canadian Class Action, you should immediately seek independent legal advice.

DO NOTHING IF YOU WANT TO PARTICIPATE IN THE CLASS ACTION

Class Members who want to participate in the Valeant Canadian Class Action are automatically included and need not do anything at this time.

YOU MUST OPT OUT IF YOU DO NOT WANT TO BE BOUND BY THE CLASS ACTION

Each Class Member who does not opt out of the Valeant Canadian Class Action will be bound by the terms of any judgment or settlement, whether favourable or not, and will not be allowed to prosecute an independent action.

Class Members who do not want to be bound by the outcome of the Valeant Canadian Class Action must "opt out," meaning that they must exclude themselves from the Valeant Canadian Class Action in accordance with the procedure described herein.

If you wish to opt out of the Valeant Canadian Class Action, you must complete, sign and return the Opt-Out Form provided at Appendix "C" to RicePoint Administration Inc.

In order for your opt-out to be valid, your complete and signed Opt-Out Form must be postmarked or

received by RicePoint Administration Inc. by no later than June 19, 2018.

A Class Member who opts out will not be entitled to participate in the Valeant Canadian Class Action.

CLASS COUNSEL AND LEGAL FEES

The class action plaintiffs and the Class in the Valeant Canadian Class Action are represented by a consortium of Canadian law firms consisting of Siskinds LLP, Faguy & Co, Siskinds Desmeules, Koskie Minsky LLP, Rochon Genova LLP, Strosberg Sasso Sutts LLP, Morganti & Co., PC and Investigation Counsel PC ("**Class Counsel**"). Class Counsel is conducting the litigation on a contingent fee basis.

In the event of success in the Valeant Canadian Class Action, class counsel will make a motion to the Court to have their fees and disbursements approved.

As a Class Member, you will not be required to pay any costs in the event that the Valeant Class Action is unsuccessful.

Class Members have the right to seek intervenor status in the Valeant Canadian Class Action. A Class Member who intervenes in the class action may be required to pay legal costs arising from the class action.

ADDITIONAL INFORMATION

This notice has been approved by the Superior Court of the Province of Québec. The Court offices cannot answer any questions about the matters in this notice. The Orders of the Court and other information in both languages are available on Class Counsel's websites at <http://www.siskinds.com/valeant/> and <http://www.faguyco.com/class-actions/>.

Questions relating to the Valeant Canadian Class Action may be directed to Class Counsel:

English:

Siskinds LLP
Suite 302, 100 Lombard Street
Toronto, ON, Canada M5C 1M3
Tel: +1.800.461.6166 ext. 4390 (toll free)
Tel: +1.416.594.4390 (outside North America)
Email: sajjad.nematollahi@siskinds.com

En français:

Faguy & Co.
329 de la Commune St W
Montréal, QC, Canada H2Y 2E1
Tel: +1.514.285.8100
Email: classactions@faguyco.com

NOTICE TO BROKERAGE FIRMS

Please deliver this notice by email to your clients who purchased Valeant's securities during the Class Period and for whom you have valid email addresses. If you have clients who purchased Valeant's securities during the Class Period for whom you do not have valid email addresses, please contact RicePoint Administration Inc. to obtain hard copies of this notice for the purpose of mailing the notice to those clients. Brokerage firms may request up to \$15,000 in total for the expenses relating to the distribution of this notice to the Class Members. If the amounts submitted in aggregate exceed \$15,000, each brokerage firm's claim shall be reduced on a pro rata basis.

Valeant Pharmaceuticals International, Inc. Securities
Litigation
c/o RicePoint Administration Inc.
PO Box 4454, Toronto Station A,
25 The Esplanade
Toronto, ON, Canada
M5W 4B1

***The publication of this notice was authorized by the
Superior Court of the Province of Québec***

**APPENDIX “A”
VALEANT SECURITIES INCLUDED IN
THE VALEANT CANADIAN CLASS ACTION**

1. Valeant Common Shares:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired Valeant's common shares pursuant to any of the following Valeant prospectuses, you acquired such common shares outside of the United States, and you held some or all of such common shares at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015:

- a) Prospectus Supplement dated June 18, 2013 to a Short Form Base Shelf Prospectus dated June 14, 2013;
- b) Prospectus Supplement dated June 18, 2013 to a Prospectus dated June 10, 2013; and/or
- c) Prospectus Supplement dated March 17, 2015 to a Prospectus dated June 10, 2013.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired Valeant's common shares on any secondary market securities trading venue such as the Toronto Stock Exchange other than the United States secondary market securities trading venues such as the New York Stock Exchange, you acquired such common shares during the Class Period, and you held some or all of such common shares at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

2. Valeant 6.75% senior notes due 2018:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Circular dated June 27, 2013 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Note that in a series of transactions carried out in March and August 2017, Valeant redeemed all the outstanding 6.75% senior notes due 2018. You are, nonetheless, a Class Member if you meet the description provided above.

3. Valeant 7.50% senior notes due 2021:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Circular dated June 27, 2013 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

4. Valeant 5.625% senior notes due 2021:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Circular dated November 15, 2013 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

5. Valeant 5.50% senior unsecured notes due 2023:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Memorandum dated January 15, 2015 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

6. Valeant 5.375% senior unsecured notes due 2020:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Memorandum dated March 13, 2015 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

7. Valeant 5.875% senior unsecured notes due 2023:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Memorandum dated March 13, 2015 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

8. Valeant 4.50% senior unsecured notes due 2023:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Memorandum dated March 13, 2015, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

9. Valeant 6.125% senior unsecured notes due 2025:

Primary Market: You are a Class Member if you acquired these notes pursuant to Valeant's Offering Memorandum dated March 13, 2015 outside of the United States, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

Secondary Market: You are a Class Member if you acquired these notes in the secondary market anywhere in the world other than in the United States, you acquired such notes during the Class Period, and you held some or all of such notes at any point in time between October 19, 2015 and October 26, 2015.

**APPENDIX “B”
CLASS ACTION COMMON ISSUES**

Pursuant to the Order of the Honourable Justice Chantal Chatelain, dated August 29, 2017, the issues to be dealt with collectively are as follows:

- a) Did the Impugned Documents (as defined in the present motion) contain one or more misrepresentations within the meaning of the QSA or, as applicable, within the meaning of the other Securities Legislation or the laws of another jurisdiction? If so, what documents contained what misrepresentations?
- b) Are any of the Defendants, other than the Underwriters (as defined in the present motion), liable to the Secondary Market Sub-Class, or any of the members of the Secondary Market Sub-Class, under Title VIII, Chapter II, Division II of the QSA or, as applicable, under the concordant provisions of the other Securities Legislation or the laws of another jurisdiction? If so, what Defendant is liable and to whom?
- c) Are any of the Defendants liable to the Primary Market Sub-Class, or any of the members of the Primary Market Sub-Class, under Title VIII, Chapter II, Division I of the QSA or, as applicable, under the concordant provisions of the other Securities Legislation or the laws of another jurisdiction? If so, what Defendant is liable and to whom?
- d) Did any of the Defendants owe a duty of diligence or care to the Class, or any of the members of the Class, under the general private law of Quebec or, as applicable, under the general private law of another jurisdiction? If so, what Defendant owed a duty of diligence or care and to whom?
- e) If some or all of the Defendants owed a duty of diligence or care to the Class, or any of the members of the Class, did any of the Defendants violate such duty of diligence or care and commit a fault under article 1457 of the *Civil Code of Quebec* or, as applicable, a tort or other wrong under the law of another jurisdiction? If so, what Defendant committed a fault, a tort or other wrong and with respect to whom?
- f) What damages are sustained by the Applicants and the other members of the Class?
- g) Are any of the Defendants liable to the Applicants and the Class, or any of them, for damages? If so, what Defendant is liable, to whom and in what amount?

Pursuant to the Order of the Honourable Justice Chantal Chatelain, dated August 29, 2017, the conclusions sought by the class action are as follows:

- a) **GRANT** this class action on behalf of the Class.
- b) **GRANT** the Applicants' action against the Defendants in respect of the rights of action asserted against Defendants under Title VIII, Chapter II, Divisions I and II of the QSA and, if necessary, the concordant provisions of the other Securities Legislation, and article 1457 of the *Civil Code of Quebec*.
- c) **CONDEMN** the Defendants to pay to the Applicants and the Class compensatory damages for all monetary losses.
- d) **ORDER** collective recovery in accordance with articles 595 to 598 of the *Code of Civil Procedure*.
- e) **THE WHOLE** with interest and additional indemnity provided for in the *Civil Code of Quebec* and with full costs, including expert fees, notice fees and fees relating to administering the plan of distribution of the recovery in this action.

(PLEASE CIRCLE THE APPROPRIATE LANGUAGE)

I believe that **I am / the organization that I represent is** a member of the Class in the Valeant Canadian Class Action.

I believe that **I am not / the organization that I represent is not** amongst the persons and entities excluded from the Valeant Canadian Class Action.

I understand that by opting out of the Valeant Canadian Class Action, **I will not be eligible / the organization that I represent will not be eligible** for any benefit that may be available to the Class upon resolution of this matter, if and when such resolution may occur.

I, _____ (print your full name), **OPT OUT FROM THE VALEANT CANADIAN CLASS ACTION** and wish to be excluded from this class action.

I wish to opt out from this class action for the following reason(s) (*optional*):

I, _____ (print your full name), **CERTIFY** that the information provided herein is complete and true.

Date

Signature

In order to validly opt out, you must complete and send this Opt-Out Form by no later than June 19, 2018 to:

Valeant Pharmaceuticals International, Inc. Securities Litigation
c/o RicePoint Administration Inc.
PO Box 4454, Toronto Station A,
25 The Esplanade
Toronto, ON, Canada
M5W 4B1